

<https://www.ecoleemancipee.org/Presentation-du-texte-action-de-l-Ecole-Emancipee-3266>



Présentation du texte action de l'Ecole Emancipée

- Syndicats Nationaux - SNES-FSU - Interventions et motions de l'EE dans les instances nationales du SNES - CAN des 29 et 30 juin 2021 -



Publication date: mercredi 30 juin 2021

Creation date: 31 août 2021

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Selon l'ONU, 400 000 personnes sont touchées par la famine et 1,4 million en insuffisance alimentaire à Madagascar. La population doit quitter la région du Sud désertifiée par la sécheresse et s'installe dans des villes surpeuplées où elle se nourrit d'insectes et de cuir pour essayer de survivre. Chaque région du monde est touchée à sa manière par le réchauffement climatique, en attestent les violents orages qui ont touché la France métropolitaine ces derniers jours. Le réchauffement climatique amplifie les migrations mondiales. Or, les migrations vers l'Europe continuent à causer, dans un silence assourdissant, des centaines de morts en Méditerranée. Depuis 2015, la politique européenne vise de plus en plus à criminaliser les migrant-es. Ce durcissement menace les droits fondamentaux des migrant-es, en particulier des femmes qui subissent de nombreuses violences sur la route de leur exil.

Face à la crise économique aussi, les réactions des gouvernements et notamment du gouvernement français résident dans le durcissement des politiques néolibérales, en subventionnant le secteur privé sans aucune contrepartie sociale ou écologique. Pour faire oublier les énormes cadeaux que le gouvernement de Macron fait aux patrons (la fortune des milliardaires français a augmenté de 45% entre 2019 et 2020), celui-ci martèle les discours ultra-réactionnaires pour détourner l'attention et diviser notre camp social : menaces islamo-gauchistes à l'université, lutte contre le langage inclusif, surenchère sécuritaire. Le plan de LREM en vue de 2022 : ratisser l'électorat d'extrême-droite et de droite extrême. Pour sortir de ce duel mortifère Macron - Le Pen qui n'est pas une fatalité, il ne faut pas seulement lutter de manière incantatoire contre le rassemblement national. Il faut lutter contre toutes les régressions que cherche à imposer le gouvernement. On doit lutter contre la Loi séparatisme qui vise à stigmatiser les musulman-es ; ce projet de loi revient devant l'assemblée, on doit continuer à en demander le retrait dans nos textes, sur la base de l'excellente note qui lui avait été consacrée. On doit lutter contre les lois liberticides (à commencer par la Loi sécurité globale), contre les violences policières et les policiers factieux qui veulent en finir avec l'état de droit. On doit donner des suites à la mobilisation du 12 juin contre le racisme et l'extrême-droite. On doit reprendre le combat contre l'homophobie, dont les marches des fiertés nous ont montré le chemin. Redonner espoir dans notre camp social est une condition sine qua non pour remobiliser les jeunes et les catégories populaires, y compris dans les urnes. Les défaites du RN et de LREM aux élections de dimanche ne présagent de rien pour les présidentielles, comme l'a dit Sophie hier. Surtout, le taux d'abstention est là pour nous rappeler que la menace fasciste n'est pas écartée. D'autant que le champ syndical n'est pas épargné, l'infiltration de militant-es RN au sein de l'UNSA entre autres est alarmante.

Dans le champ de l'éducation aussi, nous avons un rôle à jouer pour redonner confiance et espoir à nos collègues. Cette fin d'année est marquée par la contestation des modalités d'organisation des examens. Les sujets de français au DNB ou les modalités de correction des copies de bac font réagir. Nous devons organiser et accompagner les mobilisations de celles et ceux qui décident de désobéir. Certain-es collègues ont déjà subi des pressions et des menaces de la hiérarchie. Et on doit donner des perspectives d'action pour la rentrée qui se fera dans des conditions très dégradées, en mettant en oeuvre nos mandats de congrès. Une grève tôt en septembre nous permettrait de profiter de la lucarne médiatique de la rentrée pour mettre en avant notre plan d'urgence pour l'école. Dans la dernière rédaction du texte action, il manque la référence à un préavis de grève sur tout le mois de septembre pour accompagner les luttes des établissements. Et ce en vue d'enclencher un processus de mobilisation, qui pourra s'articuler avec les actions interprofessionnelles et pour les services publics.